

Le pouvoir aux travailleurs

16 FEVRIER 1993

N° 10

PRIX: 50f

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Sommaire

	PAGES
Editorial SOMALIE:	
L'ACTION HUMANITAIRE COMME PRETEXTE A UNE INTERVENTION IMPERIALISTE	2 - 3
COTE D'IVOIRE:	
- CHU YOPOUGON: LA DETERMINATION DES GREVISTES A PAYE.....	4
- SIR: DEUX OUVRIERS MORTS DANS UN INCENDIE.....	4 - 5
- FRAT-MAT: UNE GREVE SINGULIERE.....	5
ZAIRE - TOGO:	
- LES VALETS DE L'IMPERIALISME. A L'OEUVRE.....	6 - 7
TCHAD:	
- LA CONFERENCE NATIONALE SOUS L'OMBRE DE L'ARMEE.....	8 - 9
SENEGAL:	
- UNE CAMPAGNE ELECTORALE OU PERSONNE NE DEFEND LE CAMP DES TRAVAILLEURS.....	9 - 11
MACI:	
- UNE PARODIE DE PROCES.....	12 - 13

SOMALIE L'ACTION HUMANITAIRE COMME PRETEXTE A UNE INTERVENTION IMPERIALISTE

Les gouvernements américain et français ont donc lancé leurs armées, leurs marines, leurs chars, leurs hélicoptères sur la Somalie. Le prétexte évoqué est de mener une action humanitaire, distribuer des vivres et des médicaments à la population somalienne victime de la guerre civile.

Ils prétendent aussi maintenir l'ordre dans le pays en mettant fin aux rivalités des bandes armées qui terrorisent le pays. Mais c'est parmi les populations pauvres de la Somalie que ces soldats français et américains dits de la paix, ont fait des victimes, non pas parmi les responsables des bandes armées rivales. S'ils voulaient arrêter ces dirigeants criminels somaliens, ils auraient pourtant les moyens de le faire. Mais ils préfèrent les recevoir dans les salons de leurs ambassades pour les prier de bien vouloir se réconcilier et d'arrêter la guerre.

Ce n'est pas pour rien. Ce qui gêne les puissances impérialistes, ce n'est pas que ces bandes armées pillent et rançonnent la population. Ces puissances - la France en particulier dans sa chasse gardée - ont bien protégé les bandes armées de Habré avant d'avoir opté pour celles de Déby ; elles protègent les bandes armées officielles, c'est-à-dire, les armées - aussi pillardes, aussi féroces pour la population - de Mobutu, d'Eyadéma et finalement, toutes les autres.

Ce qui les gêne, c'est que ces bandes armées soient opposées les unes aux autres, et que leur rivalité soit un facteur de désordre. Le but des grandes puissances n'est certainement pas d'éliminer les bandes armées, toutes les bandes armées et leurs chefs ! Car elles savent bien qu'elles ne peuvent pas maintenir directement l'ordre ad vitam eternam. Et qui imposera cet ordre à la population, une fois les derniers marines américains et les derniers légionnaires français embarqués ? Alors, la stratégie des grandes puissances, si tant est qu'elles aient les moyens d'en avoir une, est soit d'obtenir la réconciliation et l'unification des principales bandes armées, soit faire en sorte qu'il en ait une qui s'impose aux autres. Le chef qui sortira vainqueur pourra être lavé de ses crimes, reconnu par leur "communauté internationale", et reçu comme chef d'Etat à la Maison blanche ou à l'Elysée, comme l'ont été tous ces galonnés d'un bout à l'autre de l'Afrique qui se sont promulgués pendant les décennies passées chefs d'Etat, et qui n'avaient été guère différents des chefs de bandes de Somalie qu'en ceci qu'ils ont réussi à éliminer leurs rivaux. Et même là où le chef de l'Etat est un civil, de toute façon, il gouverne par l'intermédiaire de cette bande armée en uniforme qui s'appelle armée.

Bien sûr, la présence des troupes américaines, françaises, etc, peut faire en sorte que quelques tonnes de riz "charitablement" jetés aux affamés puisse parvenir à leurs destinataires. Les soldats des puissances impérialistes n'en sont pas à enlever le riz de la bouche des enfants mourants de faim

comme les bandes armées somaliennes. Ils n'en sont pas à se payer sur la population, grâce à leur fusil ou leur revolver, comme les soldats de Moboutou ou de Déby ; comme d'ailleurs de plus en plus les soldats de tous les Etats africains qui, dans le cadre de leurs programmes d'austérité, finissent par payer mal même les soldats, en tous les cas, les sans-grade. Par rapport à ces bandits en uniforme ou pas, ils sont "civilisés", les soldats des puissances impérialistes ! Au point que leur présence semble apporter parfois un mieux pour les plus démunis. Ils ne volent pas la nourriture, ne "réquisitionnent" pas jusqu'aux mobylettes ou les bicyclettes de ceux qui ont le malheur de les croiser en chemin. Mais ils sont, surtout, les soldats de puissances riches, justement, dont les soldes, mêmes si elles ne sont pas faramineuses, pourraient nourrir des dizaines de familles somaliennes.

Mais ces puissances, elles, sont riches pour avoir pillé l'Afrique ; elles sont riches pour avoir exploité, volé les classes travailleuses cette fois non pas seulement d'Afrique, mais de tous les continents, les leurs compris ; elles continuent à être riches parce qu'elles mettent la planète en coupe réglée, parce qu'elles en réduisent la partie la plus pauvres à la famine. Elles sont riches parce que leur bourgeoisie est la principale bénéficiaire d'un système dont profitent, aussi, les classes privilégiées d'Afrique, bien qu'elles n'en ramassent que les miettes. Elles sont riches parce que l'économie capitaliste, parce que la société basée sur l'inégalité fondamentale entre exploités et exploités, possédants et démunis, engendre d'autres inégalités, entre pays impérialistes et pays pauvres en particulier.

Alors, les soldats bien nourris débarqués des Etats Unis et de France et les bandits armés en uniforme ou en loques, du Zaïre à la Somalie, en passant par la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Tchad, pour ne pas les citer tous, ont ceci en commun qu'ils défendent tous un système économique, un ordre social inique, indigne, révoltant, barbare, qui s'accommode au fait que l'on meure de misère en Somalie mais aussi, parfois, à Paris ou à New York, alors que l'économie mondiale est capable aujourd'hui à produire de quoi nourrir, vêtir, loger tous les habitants de cette planète.

Alors, les plus barbares dans cette situation ne sont pas les bandes armées des clans somaliens, bien qu'elles le soient déjà beaucoup. Ce ne sont même pas les mercenaires des puissances impérialistes envoyés pour protéger l'ordre impérialiste lorsque les soldats en guenille d'un Mobutu ne suffisent plus ou lorsqu'il n'y a même pas un équivalent local de Moboutou pour faire le sale travail. Les plus barbares, ce sont les profiteurs de ce système, les privilégiés avides de nos pays et plus encore, les sommets de la classe capitaliste mondiale, ces grands bourgeois de New York, de Paris ou de Londres, bien éduqués, bien "civilisés", qui n'ont même pas besoin de tuer et de piller eux-mêmes pour être riches : ils payent d'autres pour le faire pour eux.

CHU YOPOUGON : LA DETERMINATION DES GREVISTES A PAYE

Le 25 janvier dernier, les employés du CHU de Yopougon ont déclenché une grève de 48 H pour revendiquer la gratuité des soins médicaux, le refus de la réduction de 50% de leur assurance, et surtout le paiement des primes que la direction leur avait promises depuis environ deux ans.

Déjà lors de la semaine précédant cette grève, les employés ont tenu à donner un avertissement en observant une grève "à la japonaise" de 48 H, c'est-à-dire en travaillant avec des brassards qui indiquaient qu'ils étaient en grève. Mais la direction n'a pas pris cela au sérieux. Elle n'a rien dit de concret au sujet du bénéfice de 54 millions de francs qui devaient être partagés avec les employés sous forme de prime.

C'est ainsi que la direction, par son attitude méprisante, a poussé les employés à se mettre en grève. Mais au bout de deux jours de grève, la direction est devenue

brusquement moins arrogante. Elle a même supplié les grévistes en ces termes: "Pardon, reprenez le travail". Le "comité de crise", qui dirigeait la grève, est venu au secours de celle-ci en préconisant la reprise du travail; car selon lui, les négociations étaient sur le point d'aboutir.

Mais les grévistes, qui ne faisaient confiance ni à la direction, ni au comité de crise traité de "vendu", ont poursuivi la grève. Au troisième jour de la grève, la direction a fini par céder. Elle s'est engagée par écrit (comme l'ont exigé les grévistes) à payer les primes avant le 15 février prochain.

La direction a compris le langage des grévistes, et il lui sera très difficile de ne pas tenir cette fois sa promesse. Les employés du CHU de Yopougon ont ainsi obtenu en deux jours de grève ce qu'ils attendaient en vain depuis près de deux ans. La dignité en plus.

SIR : DEUX OUVRIERS MORTS DANS UN INCENDIE

Le 2 février dernier, deux ouvriers ont trouvé la mort et un autre gravement brûlé à la suite d'un incendie dans un local de la SIR (Société Ivoirienne de Raffinage).

Ces trois ouvriers

travaillaient à la SIR pour le compte de deux sociétés sous-traitantes (RMO et IPJ). Leur travail consistait à nettoyer les bouteilles d'échantillonnage de produits pétroliers. Il s'agit de produits inflammables et donc très dangereux.

Malgré cela, les patrons n'ont prévu aucun système de protection. Car assurer un minimum de sécurité dans les conditions de travail leur coûterait un peu d'argent. Alors ils ont préféré que les ouvriers travaillent dans une insécurité totale. C'est pourquoi, l'incendie ne leur a laissé

aucune chance.

Mais cela n'est pas le souci des patrons. Que leur coûte la vie d'un travailleur? Rien. Il leur suffit de dégager leur responsabilité dans ce genre de cas. Il n'est donc pas étonnant qu'ils parlent d'"accident" au sujet de cet incendie prévisible.

FRAT-MAT: UNE GREVE SINGULIERE

Le 7 janvier dernier, le personnel du Groupe Fraternité-Matin a arrêté le travail pour protester contre la suppression d'un certain nombre d'avantages tels que le carburant gratuit, la prime de rendement, les frais de mission, etc. Les grévistes ont fini par obtenir gain de cause. Et c'est tant mieux pour eux!

Mais si nous parlons de cette grève, c'est qu'elle a surpris plus d'un travailleur, non pas parce que c'est la première grève dans l'histoire de Frat-Mat depuis 28 ans, mais parce que ce quotidien gouvernemental a toujours été contre toutes les grèves. Par exemple, quand les travailleurs d'une entreprise se mettaient en grève pour défendre leurs salaires et leur emploi, il n'en parlait pas en général, sans

doute pour ne pas mettre dans la tête d'autres travailleurs cette "mauvaise" idée. Et quand il lui arrivait d'en parler, c'était pour traiter les travailleurs d'"irresponsables" ou pour qualifier leur grève de "sauvage".

Pour les journalistes et cadres administratifs de Frat-Mat, "la grève est apparue à certains employés comme moyen d'effrayer le patronat. On en a usé voire abusé". Pour eux, les travailleurs doivent accepter sans murmure les "sacrifices" absolument nécessaires en cette période de crise.

Les mesures d'austérité ne sont "bonnes" que pour les pauvres, mais pas pour les riches ni leurs valets, messieurs les journalistes.

TCHOCO-TCHOCO: UNE AFFAIRE TOUT A FAIT LEGALE

Le mois dernier, certains journaux de l'opposition ont parlé avec indignation du chèque sans provision de 250 millions de francs émis à un notaire par M. Lazéni Coulibaly. Le bénéficiaire

(le notaire) serait en prison, mais pas l'auteur du chèque incriminé lui-même.

Ces journaux ont fait de cette émission de chèque sans

provision une affaire scandaleuse, parce que son auteur est le président de la cour suprême, donc l'incarnation même de la justice. Quelle naïveté! C'est précisément parce que ce monsieur occupe ce poste qu'il peut impunément enfreindre la loi. Car la justice est là pour protéger des gens comme lui, c'est-à-dire les riches, et leur

permettre de voler en toute légalité.

Voilà pourquoi un pauvre qui vole un morceau de pain pour ne pas mourir de faim peut être condamné à plusieurs années de prison, alors qu'un riche peut détourner des milliards sans être inquiété.

ZAIRE - TOGO:

LES VALETS DE L'IMPERIALISME A L'OEUVRE

Une fois de plus, au Togo et au Zaïre, les dictateurs, Eyadéma et Mobutu, ont frappé et tué ! Au moins 54 morts, dit-on, à Lomé, capitale du Togo. De la tuerie de Kinshasa, la capitale du Zaïre, la presse occidentale a surtout mis l'accent sur l'assassinat de l'ambassadeur de France, une des victimes. Mais les événements étaient de loin plus tragiques. La soldatesque de Mobutu n'avait pas fait dans la dentelle : il y a eu entre 500 et 1 000 morts.

A Lomé, les militaires ont tout simplement tiré sur une manifestation pacifique. Ils ne sont pas à leur premier forfait. Depuis des mois, les bandes armées d'Eyadéma sèment la terreur dans le pays, traquant, assassinant à leur guise. Isolé, honni, vomé par la population qui ne manque aucune occasion pour exiger son départ, c'est par la terreur et les crimes que le dictateur tente de s'accrocher au pouvoir face au mécontentement de plus en plus profond qui couve dans le pays. Depuis les derniers événements sanglants, plus de 100 000 personnes, semble-t-il, ont fui Lomé pour se réfugier dans les provinces ou dans les pays voisins.

A Kinshasa, ce sont les éléments de l'armée régulière qui se sont mutinés. Des soldats mécontents : ils n'ont pas touché leurs payes depuis plusieurs mois. En effet, depuis deux ans, le pays sombre dans une profonde crise politique caractérisée par un bras de fer entre le dictateur Mobutu qui se maintient au pouvoir grâce à sa garde prétorienne et une opposition qui essaye vainement de l'en déloger à coups de lois et de constitutions. La situation économique est désastreuse, difficile, notamment pour les populations pauvres. L'inflation est telle que la moindre denrée alimentaire coûte plus d'un million de zaïres, la monnaie locale : un demi-kilo de sucre est à 5 000 000 de zaïres.

C'est dans ce contexte que le dictateur Mobutu a décidé de faire payer les fonctionnaires et les soldats avec une coupure de 5 000 000 de zaïres refusée initialement par le gouvernement du premier ministre Tshisekédi. Quoique la paye ayant été faite, ce dernier a répliqué en réaffirmant que la coupure en question n'avait aucune valeur.

Et cela a suffi pour provoquer la colère d'une partie de l'armée, fatiguée de ne pas être payée et qui déjà, par le passé, est sortie des casernes pour manifester sa colère et se servir là où c'était possible, voire sur le dos de l'habitant. Ainsi, des soldats, parmi les troupes les plus démunies, se sont mutinés. Ils sont descendus dans le centre-ville et les quartiers huppés de Kinshasa. Ils se sont attaqués aux boutiques. Ils ont pillé les maisons de certains considérés comme riches, tels les coopérants.

Le prétexte était tout trouvé pour que le dictateur Mobutu lâche ses propres troupes, la Division spéciale présidentielle, bien équipée et chèrement payée, celle-là, pour mater la mutinerie. Mais, au-delà des mutins, c'est aux quartiers populaires que s'en sont pris les soldats de Mobutu, y semant la mort et la terreur. L'objectif visé par le dictateur était surtout de s'imposer par la force des armes à la population et ses opposants qui, peu de temps auparavant, avaient engagé une procédure juridique devant conduire à sa destitution.

Depuis plus de vingt ans, Eyadéma et Mobutu dirigent le Togo et le Zaïre sous la férule d'une dictature certainement parmi quelques unes des plus féroces d'Afrique. Avec ces derniers événements, s'il en était encore besoin, ils viennent de démontrer qu'ils sont des criminels qui ne reculent devant rien pour se maintenir au pouvoir. Des criminels qui, depuis longtemps, ont signé avec la postérité un bail à vie qui les classe parmi les plus grandes ordures des temps modernes. Mais eux-mêmes ne sont que

des nègres de service. Ils ne sont que de petits agents, comme ceux justement de leurs bandes armées qu'ils chargent de basses besognes en les lâchant sur les populations désarmées. Ils n'ont pu se maintenir au pouvoir jusqu'aujourd'hui que grâce aux soutiens multiples que leur accordaient les puissances impérialistes. Au-dessus d'eux, il y a leurs maîtres, de Paris, de Washington, de Londres, de Bruxelles et d'ailleurs. Ce sont ces derniers qui ont fait de Mobutu et Eyadéma ce qu'ils sont. Ce sont eux qui les ont produits. Pas plus tard qu'hier encore, ils étaient leurs amis, les soutenaient contre la volonté de leurs peuples, les armaient, finançaient leurs dictatures.

Les larmes de crocodile que versent les dirigeants des pays impérialistes face aux tueries perpétrées par Mobutu et Eyadéma ne seront jamais suffisantes pour effacer leurs propres responsabilités dans les crimes de leurs valets. Et qu'on ne s'y trompe pas ! Si aujourd'hui les dirigeants de l'impérialisme font pression sur Mobutu et Eyadéma pour qu'ils cèdent la place à leurs opposants ou s'entendent et trouvent un compromis avec eux, ce n'est pas parce qu'ils seraient préoccupés par les injustices, les inégalités et les assassinats dont sont victimes les masses pauvres zaïroises ou togolaises. Leur objectif est tout simplement de remplacer les dictatures usées par de nouvelles, grâce aux politiciens de l'opposition qui sont aussi pourris que les criminels au pouvoir qu'ils rêvent de remplacer pour continuer la même politique actuelle au profit des riches.

TCHAD :

LA CONFERENCE NATIONALE
SOUS L'OMBRE DE L'ARMEE

La conférence nationale, dont la tenue avait été plusieurs fois reportée par le dictateur Déby, a commencé ses travaux en janvier dernier à Ndjaména, au Palais du Peuple. La plupart des 29 partis politiques et certaines associations, tous triés sur le volet par le gouvernement, participent aux discussions.

A l'extérieur, à part les représentants des associations telles que les colonies tchadiennes du Congo, du Nigéria, de la Libye, de l'Arabie Saoudite, du Sénégal et de la France, aucune organisation politique tchadienne n'est invitée. Selon les autorités, les demandes de reconnaissance de ces partis ou associations ne seraient pas conformes à l'ordonnance numéro 15 qui régleme la vie politique et associative.

Ce n'est là qu'un prétexte. Car, en réalité, les deux commissions chargées de statuer sur les demandes sont dominées par les représentants du Mouvement Patriotique pour le Salut, parti unique du dictateur Déby. Ces derniers ont systématiquement écarté les opposants dont les déclarations à cette conférence pourraient nuire à la bande d'assassins au pouvoir à Ndjaména.

Si les intellectuels petits bourgeois écartés de la conférence râlent ou se mettent à genoux pour que, à la dernière minute, Déby les autorise à participer aux travaux, les chefs de guerre laissés-pour-compte,

eux, menacent.

Dans une interview à Ndjaména-Hebdo, un journal local, Abbas Kotty, chef de guerre du Conseil National de Redressement, détenu avec ses partisans à Maroua au Cameroun depuis une "tentative de coup d'Etat" au Tchad, a déclaré : "Une conférence nationale souveraine sans la participation des oppositions armées serait nulle et non avenue". Pour cet ancien collaborateur de Déby, la "solution ne peut être que militaire". Quant à Mahamat Fadil, ancien directeur de la sûreté nationale sous le régime du tortionnaire Habré, actuellement chef des Forces de Libération Nationale, mouvement pro-Habré, il a qualifié la conférence nationale de "réconciliation par la cheminée", c'est-à-dire sans aucune valeur. Si c'est de l'extérieur que ces deux chefs de guerre menacent, le dictateur Déby le fait de l'intérieur. D'abord il avait instauré, l'une après l'autre, les deux commissions pour le tri des organisations politiques ou associations qui participeraient à la conférence; ensuite il s'est imposé aux confrenciers en restant chef de l'Etat et chef de la conférence. Qui a les armes a le pouvoir ! N'en déplaise à ceux qui se font des illusions sur la conférence nationale qu'ils voulaient "souveraine"; ils croyaient que cette conférence allait démettre Déby de toutes ses prérogatives comme ce fut, au Congo, le cas de Sassou Nguesso, ils se sont

trompés. D'entrée de jeu, Déby avait mis un terme à leur espérance.

Bien sûr sous la pression de son maître Mitterrand qu'il avait rencontré à Paris juste quelques jours avant la tenue de la conférence nationale, il a mis de l'eau dans son vin en acceptant, à son retour, de renouer le dialogue rompu avec l'Union des Syndicats du Tchad, de l'autoriser à siéger à cette conférence.

Mais compte tenu de ce qui s'est passé dans les autres pays d'Afrique où la conférence nationale a eu lieu, les travailleurs, les petites gens, les pauvres ne peuvent compter sur cette instance pour que change leur sort. Ce genre de réunion entre dictateurs et candidats à la mangeoire gouvernementale ne pourra rien régler pour eux. L'amélioration de leurs conditions de vie ne dépend que d'eux et de leurs luttes.

SENEGAL :

UNE CAMPAGNE ELECTORALE OU PERSONNE NE DEFEND LE CAMP DES TRAVAILLEURS

La campagne pour l'élection présidentielle qui aura lieu le 21 février mobilise toute la classe politique sénégalaise. Neuf des dix-huit partis officiellement reconnus ont présenté leur candidat. Les autres se sont ralliés à un des candidats en lice. Aucun des huit candidats de "l'opposition" ne se réclame des travailleurs, ni de la lutte de classes, même si tous critiquent la politique de Diouf.

Abdoulaye Wade, le dirigeant du PDS, se proclame le "challenger" de Diouf après avoir été durant un an et demi son ministre, avec trois de ses compagnons de route. Il a repris le slogan du "Sopi" (changement) après l'avoir mis en veilleuse durant son passage à la mangeoire gouvernementale et après avoir cautionné tous les licenciements dans la fonction publique et les secteurs industriels d'Etat. Maintenant qu'il est de nouveau dans l'opposition depuis quelques mois, il ne se prive pas pour critiquer "l'Etat-PS". Contre

ceux qui lui reprochent d'avoir été au gouvernement de Diouf, il se défend en prétendant que, pour le PDS, ce fut une bonne expérience, car, il a prouvé qu'il est un parti capable de gouverner. Il a prouvé en effet aux dirigeants de l'impérialisme, aux banquiers, aux trusts ainsi qu'à la bourgeoisie locale et à tous les privilégiés du Sénégal qu'ils peuvent lui faire confiance pour défendre les intérêts des riches contre les pauvres.

Au cours de sa campagne, Wade a promis qu'il allait favoriser "la promotion d'une classe d'hommes d'affaires et de chefs d'entreprises sénégalais". Aux banquiers du FMI, il a promis la "réduction de la masse salariale du secteur public et du volume des dépenses publiques". En clair, cela veut dire qu'il est prêt à continuer la politique que Diouf mène depuis des années contre les travailleurs et les petites gens. Autant dire que les

travailleurs et tous ceux qui souffrent de l'exploitation et de la dégradation de leurs conditions d'existence n'ont aucune illusion à se faire sur Wade.

Landing Savané, le candidat d'And-Jef/PADS, un ancien maoïste reconverti, se veut le "candidat de l'espoir", après avoir été "le candidat témoin" en 1988. Il a rassemblé autour de sa candidature un certain nombre de personnalités (comme Mamadou Dia, ancien président du Conseil du Gouvernement éjecté puis mis en prison par Senghor en 1963) et d'organisations.

Savané a mis de côté son ancienne phraséologie révolutionnaire. Aujourd'hui, il se veut le candidat qui "écoute" tout le monde. Pour faire oublier son passé et ses idées faisant référence, ne serait-ce que de manière floue, au marxisme et à la lutte de classes, il proclame sa foi musulmane. Et pour compléter sa reconversion, il n'a

pas hésité, lors de cette campagne électorale, à rendre une visite officielle à l'Union Nationale des Commerçants et des Industriels du Sénégal, c'est-à-dire à des représentants de la bourgeoisie locale.

L. Savané, pour faire "crédible", a présenté un "programme alternatif" où il n'est surtout pas question de combattre le capitalisme, mais au contraire de "limiter l'interventionnisme excessif de l'Etat dans l'appareil économique" et où "les investissements ne seront pas exclusivement étrangers". Et pour cela, il préconise la création d'une "banque nationale cogérée par l'Etat, le patronat et les travailleurs" etc... En clair, lui, comme Wade, s'efforce pour convaincre les exploités. Il veut, lui aussi, montrer qu'il a de la "compétence" et veut soigner sa "crédibilité" auprès des riches locaux comme auprès des affameurs des peuples.

DANSOKO SOUTIENT DIOUF POUR CONSERVER SON STRAPONTIN MINISTÉRIEL

Amath Dansoko, le dirigeant du PIT (Parti de l'Indépendance et du Travail) a pris goût aux délices du pouvoir depuis que Diouf lui a offert un strapontin ministériel. Il y a pris tellement goût que dès le départ de la campagne électorale, il a annoncé que son parti soutiendra Diouf. La raison avouée est, paraît-il, d'éviter la violence qu'a connue le pays au lendemain de la proclamation des résultats des précédentes élections présidentielles de 1988. Rappelons tout de même qu'en 1988, Dansoko avait soutenu Wade

et s'était retrouvé en prison en compagnie de ce dernier parce qu'ils ont dénoncé les fraudes électorales du même Diouf qu'il soutient aujourd'hui.

La raison véritable, celle-là inavouable, est basement intéressée. C'est l'espoir de retrouver son strapontin si Diouf est réélu, comme il est fort probable, et avec les mêmes magouilles et tripatouillages des urnes que Dansoko dénonçait lorsqu'il était dans l'opposition.

MAJMOUTH DIOP RÔLE POUR DIOUF

Majmouh Diop, le dirigeant du plus vieux parti d'opposition sénégalais, le PAI (Parti Africain de l'Indépendance, qui ne cachait pas ses sympathies pour la bureaucratie stalinienne), vient d'apporter son soutien à Diouf. Il dit qu'il ne souhaite être "ni ministre, ni député". Les raisons de son "appui" (et non de son "soutien" comme il aime le préciser) est qu'il y a "des convergences entre le PS et le PAI". "Nous avons chacun mis de l'eau dans son vin et nous nous sommes retrouvés"... "eux, ils ont rougi leur vin, nous, avons rosi notre vin" dit-il en parlant du PS.

Majmouh Diop a oublié le long séjour qu'il avait passé en prison et les années d'exil que lui avait fait subir Senghor (avec Diouf qui était déjà au gouvernement) à cause de ses idées politiques.

Aujourd'hui, c'est l'ancienne victime de Senghor et de Diouf qui tire à ce dernier son chapeau. Il dit qu'il est trop vieux pour avoir des ambitions politiques personnelles mais que le PAI possède toute une pépinière de "cadres compétents" que le parti a "planqués". Voilà un appel du pied à Diouf pour quémander quelques strapontins en faveur de ses amis à défaut de lui-même. Alors M. Diop n'a peut-être plus d'ambition pour lui, mais il en a pour ses petits "planqués" !

Même si depuis quelques années le PAI de M. Diop a subi beaucoup de cassures et de scissions en son sein, il a eu,

dans le passé (et il a encore dans une petite mesure) une certaine influence auprès des anciennes générations de travailleurs politisés. Mais cette influence a été utilisée non pas pour aider les travailleurs à se construire leur propre organisation de classe, mais au contraire pour monnayer quelques places et quelques privilèges personnels auprès du pouvoir. Ainsi, de retournement de veste en retournement de veste, il a finalement rejoint le PS de Diouf, sous sa variante PIT de Dansoko comme celle restée "originelle" du PAI de Majmouh.

S'il existait au Sénégal un parti révolutionnaire prolétarien digne de ce nom, il pourrait profiter de ces élections pour s'adresser à tous les travailleurs, les petits paysans et les petites gens des villes pour leur tenir un autre langage. Tout d'abord pour leur dire que les élections ne changeront pas leur sort, mais aussi pour dénoncer tous ces candidats qui veulent les gruger. Un tel parti n'aurait aucune raison de mettre de côté son programme de "lutte de classes" et ses idées communistes. Bien au contraire, il est nécessaire de montrer et d'expliquer à tous les exploités, et principalement aux ouvriers, que l'avenir de la société est plus que jamais dans le communisme. C'est le capitalisme qu'il faut abattre, car, c'est lui le responsable du sous-développement, de la misère et de la dictature que subissent les pauvres.

MALI :
UNE PARODIE DE PROCES

Après plus de deux mois de cinéma, il n'y a que 3 ou 4 têtes qui ont été condamnés à mort. Les quelques 28 autres assassins qui étaient dans les bancs des accusés ont été purement et simplement acquittés.

Mais pouvait-il en être autrement quand on sait que le nouveau dirigeant du Mali, Konaré, était lui-même pendant un temps ministre du bourreau de Bamako et que nombreux de ces actuels collaborateurs et officiers ont été sevrés sous la dictature de l'ancien régime?

les avocats de la défense, au nombre d'une cinquantaine, dirigées par Maître Verges et Seyé qui se sont déjà illustrés pour défendre d'autres criminels connus à l'échelle internationale comme Bokassa et Klaus Barbie ont tablé leur défense sur un "complot de l'impérialisme français" contre le régime de Moussa Traoré. Quel cynisme de la part de ces soi-disant défenseurs de la liberté contre le mouvement de masse dirigé par des jeunes étudiants, des élèves, des sans-travail, des bana-bana ! Car, si Traoré a été renversé, ce n'est pas par un complot quelconque de l'impérialisme français, mais par ce mouvement populaire qui a réussi à catalyser tout un mécontentement général, plus particulièrement celui de la jeunesse, contre la dictature des galonnés de Bamako.

Les élèves et les étudiants avaient demandé l'augmentation des bourses et la construction d'internats (pour les élèves).

Les bana-bana luttèrent contre les mesures qui leur interdisaient de circuler librement dans les rues de Bamako, notamment au centre-ville. Les enseignants, les fonctionnaires en général, eux aussi étaient mécontents non seulement de leurs maigres salaires mais aussi du retard perpétuel (quelques fois plusieurs mois avant de les toucher). S'ajoutait à cela la revendication du multipartisme exigée par l'opposition.

Face à ces revendications, Moussa Traoré et ses acolytes n'avaient qu'une seule réponse : la répression. Les dirigeants de l'impérialisme français avaient peur que ce mécontentement contre le régime de Traoré ne se transforme en révolte contre les intérêts de l'impérialisme français. En réalité, ils prévoyaient le mouvement. Ils craignaient qu'il devienne plus radical et n'aille au-delà de la simple remise en cause du régime. Pour éviter cela, les dirigeants de l'impérialisme français ont fait des recommandations aux galonnés de Bamako afin d'accepter le multipartisme, comme ils l'avaient fait auprès de Bongo et de Houphouët Boigny. Est-ce cela que Moussa Traoré qualifie de complot?

En tous cas, un certain nombre d'intérêts des bourgeois locaux ont été mis en péril. Des magasins des grands commerçants de Bamako ont été saccagés et pillés. Les villas d'un certain nombre de dignitaires ont été

incendiées. Les commissariats et le palais de justice mis à sac non seulement à Bamako mais aussi dans les grandes villes comme Kayes, Tombouctou, Gao et Ségou.

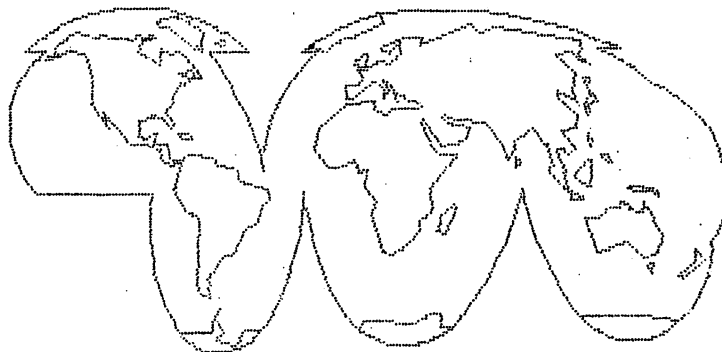
Les galonnés ont voulu massacrer la population et stopper le mouvement. Mauvais calcul pour eux, la peur ayant gagnée au sein même de l'armée. Une partie de celle-ci, dirigée par Amadou Toumani Touré, a préféré renverser le régime plutôt que de s'engager dans un affrontement général. Alors avait-elle le soutien de l'impérialisme français ? Nous ne sommes pas dans les coulisses du pouvoir pour y répondre. Mais on peut poser la même question à Moussa Traoré si, lorsqu'en 1968 il a renversé le régime de Modibo Keita, il avait le soutien de l'impérialisme français. Sûrement oui.

On voit en tout cas aujourd'hui que les juges n'ont pas pour rôle de faire jaillir la vérité quand les intérêts de la bourgeoisie sont en causes. Et surtout quand on sait que parmi

ceux qui ont participé aux massacres de Bamako, certains sont encore au pouvoir aujourd'hui. Car, en vérité, il faudrait s'en prendre à trop de monde et en fait, à toute la hiérarchie de l'armée. Mais les nouveaux dirigeants, comme les anciens, ont besoin de l'armée, la même que sous Traoré, pour ce qu'ils appellent le maintien de l'ordre, c'est-à-dire, en fait, pour tenir tranquilles les classes pauvres de la société afin que les privilégiés puissent continuer à les voler et à piller le pays.

La clémence du jugement envers les militaires est donc compréhensible de la part de Konaré. C'est un jugement politique. Il ne peut pas scier la branche sur laquelle il est assis (c'est-à-dire l'armée). Celle-ci reste le principal pilier du régime même si celui-ci se dit "civil". En sauvant la tête d'un certain nombre de responsables militaires il disculpe toute l'armée qu'il préfère avoir dans son camp plutôt que contre lui.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.